



C_2016_178

EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Habitat, Cohésion Sociale et
Emploi

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	58

Objet de la
délibération:

**PLH - Contrats de
mixité sociale des
communes de
Lorgues et du Muy**

L'an deux mille seize, le quinze décembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Daniel MARIA, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Christophe CARRIERE, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Yves LE POULAIN, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Raymond GRAS pouvoir à Daniel MARIA, Hugues MARTIN pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Fabien MATRAS pouvoir à Alain PARLANTI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Yves BACQUET pouvoir à Georges ROUVIER, Frédéric MARCEL pouvoir à Sylvie FRANCIN, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Marie-Christine GUIOL pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine PREMOSELLI, Mathilde KOUJIDECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Richard STRAMBIO, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, Laure REIG pouvoir à Claude ALEMAGNA, Régis ROUX pouvoir à Thierry PESCE

ABSENT(S) :

Sophie DUFOUR, Grégory LOEW, Christine NICCOLETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Claude PIANETTI

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 21 DEC. 2016

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 21 DEC. 2016

La Communauté d'Agglomération Dracénoise, chef de file en matière de politique locale de l'Habitat, est engagée auprès de ses 19 communes membres dans l'objectif de développer l'offre de logement et plus particulièrement l'amélioration de l'offre de logement abordable, dont le logement locatif social.

Au sein de la Communauté d'Agglomération Dracénoise, 8 des 19 communes membres sont concernées par des obligations légales de production de logements locatifs sociaux au titre de la loi n° 2013-061 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social en date du 18 janvier 2013, dite aussi « loi Duflot » .

Aux termes de cette loi, les dispositions de l'article 55 de la loi SRU, qui régit le seuil minimal de logements locatifs sociaux dans les communes, ont été notamment renforcées. L'augmentation du seuil minimal de logements sociaux pour les communes de plus de 3 500 habitants est dorénavant majoré de 20% à 25% des résidences principales.

Sur ces 8 communes, 4 n'avaient pas atteint leurs objectifs de production sur la période triennale 2011-2013 et ont été déclarées en carence par arrêté préfectoral en date du 27 juillet 2014 : Lorgues, Le Muy, Les Arcs sur Argens et Flayosc.

Dans ce contexte, l'État propose un contrat aux communes carencées : le Contrat de Mixité Sociale qui a pour objectif de contractualiser la mise en œuvre opérationnelle des engagements souhaités par les communes au regard des objectifs de productions de logements sociaux qui leurs sont assignées, sur les périodes 2014-2016 et 2017-2019.

Adaptés à la situation de chaque commune, ces contrats portent l'engagement de chacune des parties prenantes (Commune, État, bailleurs, Communauté d'Agglomération Dracénoise) pour accompagner les communes dans la réalisation opérationnelle de leurs objectifs de production de logements sociaux.

Dans la continuité des aides apportées à ses communes membres, la Communauté d'Agglomération Dracénoise soutient les démarches engagées par les communes souhaitant signer un contrat de mixité sociale en y valorisant notamment :

- ses importants efforts financiers inscrits dans son Plan Pluriannuel d'Investissements 2016-2020 en faveur du logement social,
- son appui en ingénierie auprès des communes,
- mais aussi les différents dispositifs de partenariat établis à l'échelle communautaire avec l'Établissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur.

Ainsi, faisant suite à un important travail mené dans le cadre d'une démarche partenariale par les quatre communes concernées, deux Contrats de Mixité Sociale ont aujourd'hui pu être finalisés entre l'État et les communes de Lorgues et du Muy.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Habitat réunie le 13 décembre 2016, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- Approuver les termes des Contrats de Mixité Sociale des communes de Lorgues et du Muy aux côtés de l'État et des bailleurs sociaux, tels que présentés en annexe,
- Autoriser Monsieur le Président à les signer,
- Autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 56 voix pour

1 abstention(s) :
Thierry RUDNIK
1 contre :
Franck AMBROSINO
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 15 décembre 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



A handwritten signature in black ink, reading "Olivier Audibert-Troin". The signature is fluid and cursive, with the last name being particularly prominent.

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaudrait rejet.